

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne (Afp- ats - Ap - Reuters, XINHUANET) ainsi que les sources d'informations de la résistance

Journal de Palestine

Spécial dossier

N° 238 du 14.04 au 20.04

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://journal-palestine.blogspot.com>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" : <http://www.palestinefr.net/jop.php>.

d) Le "Journal de Palestine" est également visible sur le site <http://www.aredam.net/> rubrique 14

e) Site de la Solidarité socialiste : <http://socialisme-solidarite-che.skynetblogs.be/>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Résistance

- 1 Politique Palestinienne (en Palestine toujours occupée)
- 2 Politique Israélienne
- 3 Politique internationale des territoires occupés
- 4 La Palestine en chiffre & au jour le jour

Détails par région:

- Décompte des pertes humaines
- 5 Médias/Vidéos

6 Les brèves

- 6-1 10% des enfants palestiniens souffrent de malnutrition.
- 6-2 Adwan : la contradiction de l'occident envers les questions arabes.
- 6-3 Barhoum : l'accalmie avec l'occupant sioniste est une perte de temps.
- 6-4 Redhwan : Hamas soutient le plan de sécurité qui vise à mettre fin à l'anarchie.
- 6-5 Hamas : les rencontres d'Abbas avec Olmert sont absurdes et non rentables pour le peuple palestinien.
- 6-6 Le financement de l'Autorité palestinienne au centre des discussions du Secrétaire général avec la représentante de l'Union européenne.
- 6-7 Affaires contentieuses contre des responsables sionistes qui ont commis des crimes de guerre.
- 6-8 L'attaque israélienne contre Salah et Bechara est une politique qui vise l'identité palestinienne.

6-9 Pas de normalisation avec Israël sans paix, insiste Mubarak Hosni.

7 Dossier

7-1 Le sommet de Riyad peut-il débloquer le conflit israélo-palestinien ?

7-2 Le Hamas refuse toute ingérence américaine dans les affaires palestiniennes.

7-3 Point de vue de Michel Warschawski : L'affaire Bishara.

8 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

8-1 La mort du moudjahid Al-Rantissi.

9 Annexe

Tiré à part :

15-04

#

Le Président Abbas et le Premier Olmert se sont rencontrés pour tenter de faire avancer leur dialogue et le processus de paix.

Dr. Erakat : "Progrès positif. Nous commençons à parler du concept d'un état le long d'un état et des contours d'un tel état et comment la chose sera à l'avenir..."

Je crois que ceci un développement positif et une prochaine réunion à Jéricho traiteront des questions d'horizon politique et de ceci les plus importants pour nous. "

Dr. Erakat a déclaré aux journalistes que cette réunion avait porté sur des questions liées à la situation de sécurité et à la libération de prisonniers palestiniens en échange du soldat israélien capturé Gilad Shalit.

MM. Abbas et Olmert ont également abordé la question des armes, la situation de sécurité interne des Palestiniens, l'enlèvement des barrages routiers et des barrières en Cisjordanie.

"La construction d'un port maritime dans la bande de Gaza et la reconstruction de l'aéroport de Gaza ont été parmi les questions discutées par le président Abbas ", signale M. Erakat.

IPC

20-04

#

L'armée de l'air israélienne a exprimé intention d'acheter aux Etats-Unis les avions de combat les plus sophistiqués du monde il s'agit du F22, un avion de combat furtif de 5e génération développé par les Etats-Unis, et a demandé au ministère israélien de la Défense de présenter cette intention au Pentagone, a révélé le , a rapporté le Jerusalem Post.

Jeudi, le secrétaire américain à la Défense Robert Gates a annoncé que Washington tiendrait son engagement de maintenir l'avantage militaire d'Israël sur ses pays voisins.

CRI Online

14-04 au 20-04 : Peuple Palestinien : 1 tué - 5 blessés
Occupants : 0 tué - 4 blessés

Résistance

Analyse

18-04

#

Le mouvement de la résistance islamique Hamas a affirmé qu'il continuera dans le chemin du djihad et de la résistance déjà emprunté par tous les martyrs, jusqu'à la victoire sur l'occupation.

Les objectifs

Le Hamas a insisté sur le fait que le sentier de la résistance reste le seul moyen vers la libération de la Palestine, vers la réalisation des objectifs du peuple palestinien, vers le retour des réfugiés palestiniens, vers la libération des captifs, vers la mise en place de notre pays palestinien indépendant...

Le Hamas a appelé la communauté internationale à lever le siège injuste imposé par le gouvernement de l'Entité sioniste et par l'administration américaine sur le peuple palestinien afin de briser sa résistance, afin de l'obliger à accepter l'occupation et la colonisation et afin de laisser tomber ses droits reconnus par toutes les lois internationales.

CPI

18-04

Appel à la patience:

#

Le Hamas s'adresse au peuple palestinien qui vit dans les souffrances, dans les difficultés et dans la privation pour qu'il résiste encore, pour qu'il patiente, pour qu'il reste attaché à ses principes, pour qu'il garde et renforce l'unité nationale autour de la résistance. Le chemin de la victoire est encore long et dur.

Qu'il sache, peuple palestinien, que tout ce siège, toutes ces tentatives visant à affamer nos enfants, nos femmes et nos personnes âgées, à priver nos malades de tout soin, à voler nos biens ne sont que le prix que nous donnons pour que notre résistance soit victorieuse,
CPI

1 Politique Palestinienne

MM Abbas & Haniyeh.

Abbas

17-04

Mahmoud Abbas a fait part de son inquiétude : "Si la situation (financière) devait ne pas changer, nous sommes inquiets de la montée de l'extrémisme (?) et de ne plus pouvoir contrôler la situation",.

(Reuters)

Haniyeh.

20-04

Haniyeh a confirmé qu'il y a maintenant un grand mouvement pour lever le siège imposé sur le peuple palestinien et pour que l'administration américaine lève ses mains posées sur les banques...

Il a aussi souligné que l'accord de la Mecque a été signé pour réaliser trois objectifs : arrêter le conflit intérieur, former le gouvernement d'unité nationale et briser le siège imposé sur le peuple palestinien. Quelques objectifs ont été réalisés et il en reste d'autres. Le chemin est encore loin, affirme Haniyeh.

Finalement, il a noté que la formation du gouvernement d'union nationale a renforcé le principe de partenariat dans cette patrie qui est pour tout le peuple palestinien.

CPI

1-1 Processus de paix.

Rencontre entre Abbas et Olmert

14-04

M. Abbas entend élargir les discussions avec M. Olmert. "Nous voulons que cette rencontre ouvre un horizon politique basé sur l'application de la vision du président américain George W. Bush de deux Etats pour deux peuples", a indiqué le négociateur Saëb Erakat.

"Le président ira à cette rencontre sur la base de la Feuille de route la vision du président Bush, des accords précédemment signés, et de l'initiative de paix arabe", a ajouté M. Erakat.

(AFP)

15-04

Rencontre entre Abbas et Olmert : "Au cours des discussions en tête-à-tête MM. Abou Mazen (Mahmoud Abbas) et Olmert ont principalement discuté d'un horizon diplomatique" sans entrer dans les détails de la création d'un Etat palestinien.

Abbas a présenté un plan de sécurité et affirmé qu'il entend déployer la garde présidentielle le long de la route de Philadelphie", (une zone tampon entre le sud de la bande de Gaza et l'Egypte) ... pour empêcher la contrebande d'armes,.

Tandis qu'Olmert a "informé Abbas que le terminal de Karni (seul point de passage de marchandises entre la bande de Gaza et Israël) serait ouvert tous les jours jusqu'à 23h00 (20H00 GMT) afin de laisser entrer les biens"

Olmert a en outre appelé le président palestinien "à peser de tout son poids" pour obtenir la libération de Shalit

Les questions relatives au règlement permanent du conflit, telles que le tracé des frontières du futur Etat palestinien et celle des réfugiés n'ont pas été abordées au cours de la rencontre qui s'est déroulée en deux temps, dont une partie en tête-à-tête, a affirmé un haut responsable israélien, sous couvert de l'anonymat.

(Afp)

18-04

Mahmoud Abbas est parvenu à un accord avec la résistance sur un arrêt des tirs de roquettes contre Israël, déclare Nabil Amr un collaborateur du président.

NB : Le Jihad islamique, a dit ne pas envisager un arrêt des tirs de roquettes. : "Aucune décision n'a été prise pour arrêter les tirs", a dit un porte-parole de l'organisation, Abou Ahmed, selon lequel tout dépend des conditions sur le terrain.

(Reuters)

19-04

Le Ministre de l'Information Dr Moustafa el-Barghouti a indiqué, qu'à la lumière de l'unanimité des pays arabes sur l'Initiative de paix, Israël devait donner une réponse définitive à cette Initiative.

le Ministre a souligné que " la Ligue arabe a appelé, hier, à mettre un terme au boycott imposé à l'Autorité Nationale Palestinienne, à démanteler le Mur de l'Apartheid, et à la tenue d'une conférence internationale pour la paix, ce qui constitue un plate-forme nécessaire pour l'implémentation de l'Initiative de paix."

Il a ajouté que le gouvernement d'Olmert manipulait avec le côté palestinien, tout en faisant remarquer qu'Olmert refusait de discuter des questions du règlement final depuis 1996. "

Wafa

1-2 Les analyses (du processus de paix).

15-04

Hamad ne s'attend à aucune position positive ;

Le porte-parole du premier ministre Ismaël Haniyeh, Ghazi Hamad a indiqué que son gouvernement n'attend pas " une position positive " de la réunion d'Abbas-Olmert et a affirmé que Tel Aviv n'est pas intéressé par un processus politique sérieux mais intéressé à gagner plus d'heure de mettre en application ses activités de règlement et de déformer la réalité démographique sur la terre.

IPC

15-04

Le Premier Ministre-adjoint palestinien, Azzam Al-Ahmad, avait exprimé de vives critiques au sujet de ces réunions qui, selon lui, "ne faisaient aucun progrès et n'avaient pour but que d'adoucir le coup des dures politiques israéliennes et de réduire la tension."

Il a déclaré à Al-Jazeera : "Ces réunions n'apportent rien de neuf, mais elles réitèrent les mêmes déclarations habituelles."

Le but de telles réunions de perspective des Etats-Unis est d'absorber l'inquiétude et la déception accablant les rues palestiniennes et arabes en particulier après qu'Israël ait refusé de traiter l'initiative arabe de paix que les chefs arabes avaient annoncé leur engagement dans le sommet de Riyadh, a -t-il expliqué.

IPC

20-04

Le Premier ministre Haniyeh a prévenu de la nécessité de considérer d'autres options pour le gouvernement si le blocus n'était pas retiré. Ces changements envisagés se feraient dans le respect de la « dignité du peuple [palestinien] qui continue de souffrir sous un blocus permanent ». Le Premier ministre a confirmé que le Hamas adhérerait aux principes d'unité et de résistance tout en essayant de résoudre le problème de l'occupation (allusion directe à la crise actuelle au sein du ministère de la Santé).

PNN

20-04

Premier ministre Haniyeh a exprimé son interrogation vis-à-vis de la communauté internationale qui continue d'imposer un blocus malgré les derniers efforts entrepris: « Il existe une certaine souplesse dans les pays européens. Certains ont annoncé vouloir traiter avec l'ensemble de notre gouvernement mais d'autres attendent que les Américains fassent le premier pas ».

Wisam Afifeh - PNN

1-3 Sur le terrain.

15-04

Marouane Barghouti en route vers le pouvoir

La notoriété de l'ancien chef des Tanzim, Marouane Barghouti, va en grandissant depuis qu'il se trouve derrière les barreaux d'une prison israélienne. Pour la rue palestinienne, il a été le véritable chef de la seconde Intifada et son destin est de prendre, un jour, la tête d'un futur Etat palestinien. *Infolive.tv*

1-4 Les grandes manœuvres.

Réorganisation du Conseil de sécurité national :

14-04

Le gouvernement palestinien a approuvé samedi un nouveau plan pour la sécurité, qui prévoit un centre opérationnel commun aux différentes forces de sécurité.

Le Premier ministre Haniyeh, le conseiller à la sécurité d'Abbas et homme fort du Fatah Mohammed Dahlan, feront notamment partie de ce conseil, aux côtés de personnalités indépendantes.

Mais, pour l'Ap, ses détails restent incomplets, notamment sur une éventuelle dissolution de la milice du Mouvement de résistance du Hamas, la "Force exécutive", créée l'an dernier.

AP

15-04

Le président Abbas a fait connaître les noms des dirigeants du Conseil de Sécurité national, qui dirige tous les corps de sécurité palestiniens. Une source officielle a déclaré à PNN dimanche en fin d'après-midi que le président a issu un décret pour la formation du Conseil sous sa direction et celle du Premier ministre Haniyeh.

Le Conseil dirigera l'orientation politique de la sécurité en Palestine et traitera des questions de sécurité économique de l'Autorité palestinienne. Le Conseil inclut plusieurs ministres du Fatah et du Hamas ainsi que des indépendants.

Par ailleurs, le Conseil compte également le chef des négociations pour l'OLP, le chef de l'Intelligence et le commandant de la Sécurité nationale, du Fatah.

Le programme de travail du Conseil regroupe le gouvernement et la police, la sécurité préventive et la défense civile ainsi que les services de sécurité de la présidence, l'intelligence et la sécurité nationale.

La sécurité nationale est considérée comme l'armée de l'Autorité palestinienne. L'Armée de libération de la Palestine est revenue d'exil après la signature des accords d'Oslo et l'établissement de l'Autorité nationale palestinienne en 1994.

PNN

1-5 Négociations.

16-04

Le Premier ministre Ismaël Haniyeh a communiqué à Israël, une liste de 1400 prisonniers à relâcher en échange de la libération du soldat israélien Gilad Shalit

"Des Israéliens et des Palestiniens ont dit que liste des prisonniers n'incluait pas le nom de notre frère combattant Marwan Barghouti. Mais je vous assure qu'il se trouve bien sur la liste." a-t-il déclaré. ([EuroNews](#))

18-04

Le Hamas souligne que l'occupation israélienne acceptera les conditions des factions de la résistance palestinienne concernant le soldat israélien captif.

La transaction d'échange de ce soldat contre des prisonniers palestiniens se terminera très certainement avec succès, avec dignité pour la résistance et pour tous les sacrifices qu'elle a fait pour libérer nos captifs.

CPI

18-04

Olmert : 'La liste de prisonniers crée des attentes que nous ne pouvons absolument pas remplir',
Le ministre de l'Information Mustafa Barghouti a accusé Olmert de traîner les pieds. Il est "faible et incapable de prendre des décisions.

Il se plaint maintenant de la liste. Il doit donner une réponse (...) Il manoeuvre sur toutes les questions, et ne répond sur aucune".

AP

1-6 Gouvernement cherche coalition désespérément...

16-04

Le premier ministre Haniyeh, a affirmé que deux missions attendent le gouvernement palestinien d'unité nationale

1 L'arrêt de l'anarchie afin que la sécurité intérieure s'instaure

et

2 La levée du siège international imposé contre le peuple palestinien depuis plus d'un an.

CPI

1-8 Violations colonialiste et action contre le Mur de la Honte

18-04

Ministre de l'Information et porte-parole du gouvernement, le Dr. Mustafa Barghouti a condamné l'escalade militaire israélienne en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et à Jérusalem-Est.

Le ministre a affirmé que les pratiques israéliennes, dont les arrestations massives, confirment une fois de plus qu'Israël se sert des rencontres politiques pour couvrir sa politique de répression et d'actions arbitraires contre le peuple palestinien.

Mustafa Barghouti a mentionné entre autres l'attaque de ce matin contre une usine de briques de l'ouest de Ramallah ainsi que l'arrestation de 38 personnes à l'aube. Les camps de réfugiés de Balata et Askar, à proximité de Naplouse, ont été particulièrement touchés par cette campagne d'arrestations.

Le ministre a souligné que les agressions israéliennes doivent pousser la communauté internationale à organiser une conférence afin de forcer Israël à accepter l'Initiative arabe de paix, le droit international, les résolutions des Nations Unies ainsi que les Conventions de Genève.

PNN & WAFA

17-04

Le ministre de l'information, Mustafa Al-Barghouti : le gouvernement condamne les attaques des forces occupantes contre les citoyens palestiniens innocents dans le village de Chakba et l'enlèvement de plus de 38 Palestiniens en Cisjordanie depuis les premières heures de l'aube.

Al-Barghouti a ajouté que la continuation des agressions israéliennes affirme la nécessité de tenir une conférence internationale pour présenter l'initiative arabe dans le but de démasquer les agressions de l'occupation israélienne et de montrer qu'il n'y a pas de partenaire israélien.

CPI

1-10 Politique extérieure & économique.

19-04

"Sur invitation des Comités populaires palestiniens, 35 délégations sont arrivées de l'Europe, des Etats-Unis et également d'Israël pour tenir une conférence internationale et marquer leur solidarité face à la colonisation qui frappe les territoires palestiniens."

La conférence internationale sur la non-violence, à laquelle participe des centaines de militants palestiniens et internationaux et un Prix Nobel de la Paix, à lieu actuellement à Bilin (ouest de Ramallah) et à Umm Salamuna (sud de Bethlehém) selon Khalid Al Azzeh, chef du Comité populaire contre le mur, une organisation à l'origine de cet événement.

Le leader non-violent a souligné: "Certains participants étrangers ont une longue expérience de la résistance non-violente.

Al Azzeh a qualifié la situation de "très difficile. "Ces villages sont soumis à des abus créés par la confiscation des terres et la construction du mur. Les participants à la conférence logeront chez les villageois et participeront, avec les Palestiniens, à plusieurs ateliers traitant de la politique ou du droit, selon le programme que nous avons

déci

18-04

Nabil Amr, un collaborateur du président, a déclaré que le Hamas s'acheminait progressivement vers une acceptation des conditions posées par les pays occidentaux à une reprise de leur aide aux Palestiniens, notamment une reconnaissance d'Israël. Cette évolution devrait convaincre les Occidentaux : "Nous espérons que ces pays comprendront que c'est là toute la signification du gouvernement d'union",

Prié de dire si les efforts d'Abbas portaient leurs fruits auprès des Européens, Amr a répondu: "Les progrès ne sont pas encore très importants. Mais l'Espagne, France et Norvège - normalisent leurs relations avec notre gouvernement."

(Reuters)

1-11 Situation économique.

10-04

Le ministre des Finances, Salam Fayyad : "Nous sommes confrontés à une grave crise financière", "Nous espérons obtenir un soutien pour nous permettre de fonctionner", a souligné le ministre, confirmant que le boycott international avait "dévasté" l'économie palestinienne

(Ap)

11-04

Fayyad a déclaré que le gouvernement avait besoin cette année de 1,35 milliard de dollars d'aide internationale pour éviter une crise et que les restrictions bancaires qui lui sont imposées restaient le principal obstacle au bon fonctionnement de son ministère.

(Reuters)

18-04

Salam Fayyad, s'est dit confiant quant à l'assouplissement du blocus bancaire imposé par les Etats-Unis aux palestiniens.

Rice "a compris le lien entre l'amélioration de notre performance financière et la nécessité de traiter librement avec les banques",

Rappel : Les Usa avait imposé au monde que toute banque étrangère qui refuse de coopérer au blocus financier imposé par eux, verra ses avoirs financiers aux Etats-Unis gelés et ses accès aux marchés américains bloqués.

(...)

1-13 Déclaration et situation dans les geôles israéliennes - Prisons & tortures

17-04

Le premier ministre palestinien, Ismaïl Haniyeh, a affirmé l'engagement de son gouvernement à la question des captifs palestiniens dans les prisons israéliennes en disant que le peuple palestinien n'oubliera jamais ses captifs, et insiste sur leur libération.

CPI

17-04

La Palestine manifeste pour réclamer la libération de leurs proches détenus dans les prisons israéliennes

Des milliers de Palestiniens ont manifesté hier dans les territoires palestiniens pour réclamer la libération de leurs proches détenus illégalement en Israël, à l'occasion de la journée annuelle des prisonniers.

Les manifestations se sont tenues à Gaza et dans plusieurs villes et villages de la Cisjordanie comme Ramallah, Hébron, Naplouse et Jénine.

CPI

2 Politique Israélienne

Olmert

19-04

Le Premier Olmert, a émis son espoir de réaliser la paix avec ses voisins arabes puisque certains d'entre eux montrent "les premiers signes de compréhension" envers l'Etat hébreu.

"Israël voit actuellement les premiers signes de compréhension de pays qui n'ont jamais eu de relations avec nous, lesquels comprennent maintenant qu'Israël est une puissance dont l'existence ne peut pas être ignorée", a déclaré M. Olmert à Jerusalem cité par le journal local Yedioth Ahronoth.

Il a ajouté qu'il y a aussi les premiers signes de développements que l'an prochain Israël pourra s'efforcer de faire des progrès sur la résolution des conflits avec ses voisins, notamment avec les Palestiniens.

CRI Online

2-1 Processus de paix. 18-04

Echange de prisonniers : Le Premier ministre israélien Olmert a refusé la liste de prisonniers proposée par les Palestiniens contre le soldat capturé à Gaza en juin 2006.

PNN

(AP) –

18-04

La liste de prisonniers dont les Palestiniens réclament la libération en échange du soldat Shalit "créé des attentes que nous ne pouvons absolument pas remplir", a déclaré Olmert.

Olmert avait auparavant laissé entendre qu'il était prêt à libérer un nombre important de prisonniers, mais sans fournir de chiffre...

Israël détient plus de 11.050 Palestiniens dans ses prisons.

AP

2-4 Les grandes manœuvres...

13-04

Olmert serait prêt à participer à des discussions sous l'égide des Etats-Unis avec un groupe de travail de la Ligue arabe (devrait être composé de l'Egypte, de la Jordanie et, éventuellement, d'autres pays arabes) en vue de parvenir à un accord d'échange de territoires contre la paix, annoncent des responsables israéliens.

"Je serais heureux d'écouter leurs idées, et eux les nôtres, sur l'initiative saoudienne" de paix, a-t-il ajouté, espérant "que de telles réunions pourront se tenir".

Le 1er avril, M. Olmert s'était dit prêt à participer à un sommet avec les pays arabes qu'il a appelés "modérés" (Jordanie, Egypte, Arabie saoudite, Emirats arabes unis) sur l'initiative de paix arabe,

Reuters

2-13 Prisons & tortures.

16-04

La cour d'Ofar israéliens, hier, a retardé le procès du chef du Conseil Législatif Palestinien M. Aziz Dweik et le vice du bloc parlementaire de change et réforme du mouvement du Hamas Anour Zboun.

IPC+agences

17-04

Les forces de l'occupation israélienne ont augmenté, à l'occasion de la journée du captif palestinien, leurs opérations de recherche et d'arrestation dans plusieurs villages et villes de la Cisjordanie.

CPI

20-04

Les forces de l'occupation israélienne ont continué leurs opérations militaires dans les villes et villages palestiniens en kidnappant **90 Palestiniens en 48 heures** Palestiniens.

CPI

3 Politique Internationale des territoires occupés

1 Pays Arabes & voisins

Initiative de paix arabe,... suite.

Les treize ministres arabes des Affaires étrangères, membres du comité chargé d'étudier les moyens d'activer l'initiative de paix arabe avec Israël, se sont réunis au Caire.

Il s'agit des représentants d'Egypte, d'Arabie saoudite, de Jordanie, de Syrie, de l'Autorité palestinienne, du Liban, de Bahreïn, du Maroc, du Yémen, du Qatar, de Tunisie, d'Algérie et du Soudan.

Plusieurs groupes de travail doivent être formés "pour mener des contacts directs avec le secrétaire général de l'ONU, les pays membres du Conseil de sécurité, le Quartette international ainsi que les parties concernées par le processus de paix", a déclaré un responsable de l'organisme panarabe.

Parmi les propositions de ce comité ministériel de la Ligue arabe "figure la formation d'un groupe de travail composé des Etats arabes ayant des relations officielles avec Israël pour entrer en contact avec la partie israélienne"

Ce groupe, qui serait formé d'Égyptiens, de Jordaniens et de Palestiniens, serait chargé de contacter le "gouvernement, la Knesset (Parlement israélien), les partis, les syndicats, les intellectuels et les médias israéliens pour expliquer les principaux aspects de l'initiative de paix arabe dans le but de régler le conflit israélo-arabe", a indiqué cette source diplomatique arabe sous couvert de l'anonymat...

(Afp- 15h25)

19-04

Les pays arabes veulent persuader Israël d'accepter leur initiative de paix

Les pays arabes ont choisi mercredi l'Égypte et la Jordanie pour persuader Israël d'accepter l'initiative de paix arabe, visant à promouvoir le processus de paix avec l'Etat hébreu, tout en exprimant leurs engagements pour la paix.

L'Égypte et la Jordanie, qui ont déjà récupéré leurs territoires occupés par Israël, signé des accords de paix et établi des relations avec ce pays, seront les seuls membres du comité arabe chargé de contacter Israël au sujet de cette initiative arabe, ont fait savoir les ministres arabes des Affaires étrangères dans un communiqué.

Le communiqué a été publié suite à la réunion des 13 ministres des Affaires étrangères d'un nouveau comité chargé de la mise en oeuvre de l'initiative, tenue mercredi au siège de la Ligue arabe (LA) au Caire, avec la participation du secrétaire général de la LA, Amr Moussa, pour discuter des mesures afin de promouvoir l'initiative de paix arabe relancée lors du 19e sommet arabe à Riyad fin mars 2007.

M. Moussa a souligné que les pays arabes étaient prêts à entrer dans un processus de paix final et considéraient le conflit arabo-israélien comme une affaire du passé.

CRI Online

19-04

Initiative de paix : l'Égypte et la Jordanie mandatées pour convaincre l'État hébreu : Après avoir relancé, lors du dernier sommet de la Ligue arabe à Ryad fin mars, l'initiative de paix d'inspiration saoudienne, le comité ministériel arabe chargé de ce dossier est passé à l'action hier.

À l'issue d'une réunion, les treize ministres arabes des Affaires étrangères, membres du comité chargé d'étudier les moyens d'activer l'initiative de paix arabe, ont chargé l'Égypte et la Jordanie de convaincre Israël d'accepter le plan.

L'Orient Le Jour - PNN

2 Le Monde

1 Usa (le parrain)

2 Rice

18-04

Les USA envisage d'autres options suggérées par Fayyad, comme le transfert de fonds sur des comptes de l'Organisation de libération de la Palestine qu'il contrôle. (l'OLP.)

Sean McCormack, porte-parole du département d'Etat, a souligné que Fayyad avaient accès aux comptes de l'OLP en tant que conseiller de l'organisation, et non pas en tant que ministre des Finances...

(Reuters)

Fayyad se trouve à Washington pour assister aux sessions de printemps de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. ...

18-04

Rice s'est entretenue mardi avec le ministre palestinien des Finances, Salam Fayyad, un ancien responsable de la Banque mondiale, et membre indépendant du gouvernement palestinien d'union nationale.

Première rencontre à ce niveau de l'administration américaine depuis la formation d'un gouvernement d'union nationale

Le porte-parole du département d'Etat Gonzalo Gallegos. se bornant à dire que l'entretien avait porté sur des dossiers dont "M. Fayyad à actuellement la charge".

CPI

3 Les grandes manœuvres

17-04

L'administration Bush va verser une aide de près de 60 millions de dollars (43 millions destinés à l'entraînement et l'équipement de la Garde présidentielle palestinienne, qui dépend directement de M. Abbas, et 16 millions à l'amélioration des 'infrastructures' au principal point de passage de marchandises entre Israël et la bande de Gaza.

Le Congrès n'a pas organisé de vote formel mais a finalement renoncé à bloquer ces fonds.

"Aucun de ces fonds ne parviendra entre les mains du Hamas", a assuré ce responsable ayant requis l'anonymat

Nita Lowey, représentante démocrate explique : "Tout en restant préoccupée par le fait que le gouvernement palestinien d'union ne souhaite pas devenir un partenaire pour la paix avec Israël, j'ai été persuadée par Mme Rice et le gouvernement israélien que l'assistance financière était nécessaire pour prévenir l'effondrement de toute chance de succès à un accord de paix",

(AFP)

18-04

Le chef du Pentagone Gates entend également rassurer le gouvernement israélien quant à un projet américain de vente d'armes sophistiquées à l'Arabie saoudite et à d'autres pays du Golfe.

Il a expliqué que la fourniture de ces armements d'un montant de cinq à dix milliards de dollars vise à contrer la montée en puissance de l'Iran dans la région....

M. Gates a estimé par ailleurs que l'Egypte était l'un des partenaires des Etats-Unis les "plus importants et les plus indispensables", affirmant que Le Caire recevra plus d'un milliard de dollars d'aide militaire des Etats-Unis cette année.

L'aide américaine à l'Egypte avait été en partie décidée pour 'récompenser' ce pays après la signature du traité de paix avec Israël en 1979.

Depuis, l'Egypte a reçu plus de 30 mds USD d'aide militaire des Etats-Unis.

(AFP)

6 Ue

13-04

La Commissaire européenne pour les relations extérieures, Benita Ferrero-Waldner a indiqué, que " l'UE soutiendra le nouveau gouvernement d'unité nationale, " en fonction de son engagement envers les principes du Quatuor "...

WAFa

11-04

Le ministre des Finances Salam Fayyad.a reçu une proposition d'aide technique pour son ministère de la part de l'UE.

Cependant la commissaire aux Relations extérieures Benita Ferrero-Waldner a réitéré la position des Vingt-Sept: le Hamas doit reconnaître Israël avant tout versement direct au gouvernement.

Ferrero-Waldner a précisé que le système resterait en place pour l'instant. "Nous examinons les actions et paroles des différents ministres. ...

Salam Fayyad a précisé que l'Autorité palestinienne fonctionnait sur un quart seulement des fonds dont elle a besoin pour apporter des services fondamentaux à la population.

Nb : Depuis le scrutin, l'UE a contourné le gouvernement palestinien en versant des centaines de millions d'euros via son mécanisme temporaire d'aide.

AP

2 Europe

2 France

17-04

Mahmoud Abbas (à Paris) : "Chirac a fait preuve de beaucoup de compréhension vis-à-vis du gouvernement d'union nationale et également de beaucoup de sympathie pour la levée du blocus qui frappe le peuple palestinien" depuis l'arrivée du Hamas au pouvoir, il y a plus d'un an.

"La position française envers les Palestiniens, quel que soit le résultat de l'élection présidentielle, ne changera pas. C'est ce que m'a assuré le président Chirac", a-t-il affirmé.

[Nicolas Sarkozy](#) s'est prononcé mardi pour une poursuite de la politique actuelle de la France au [Proche-Orient](#), qu'il juge "équilibrée". (..) (Reuters)

4 [La lutte pour la libération dans les territoires occupé](#)

[a\) Cisjordanie occupée par Israël depuis 1967 : Au jour le jour](#)

15-04

Tsahal envahit le camp de Fara

Les forces israéliennes ont fermé le nord de la Cisjordanie dans la nuit de samedi à dimanche. L'accès au camp de réfugiés de Fara est impossible en raison de nombreux barrages militaires. Des dizaines d'habitants ont également été retenus pour des interrogatoires.

[PNN](#)

[Jénine.](#)(au nord de la Cisjordanie)

17-04

[Achraf Hanaycha, 22 ans](#), membre du groupe de résistance des Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa, a été tué près de la ville de Jénine, a-t-on appris de source de sécurité palestinienne.

Les agents israéliens, qui circulaient à bord d'une voiture banalisée, ont coupé la route au véhicule dans lequel circulait Achraf Hanaïcheh, en ont fait sortir les autres passagers et l'ont abattu, rapportent des témoins. (afp- 11h51- Reuters)

village de [Qalqilya](#)

14-04

Les forces de l'occupation israélienne ont envahi, aujourd'hui à l'aube, la ville de Qalqilia au nord de la Cisjordanie et ont pénétré dans le quartier de Ghiydhah au milieu de la ville, et fait exploser la maison d'un captif en [blessant deux femmes](#).

[CPI](#)

[Ramallah](#)

13-04

village de [Bal'in](#), à proximité de la ville de Ramallah

Manifestation pacifique contre le mur discriminatoire de séparation

A cette manifestation, des Palestiniens et des solidaires étrangers avec la cause palestinienne ont participé.

Les forces de l'occupation israélienne ont maté cette manifestation de façon très musclée en tirant des bombes lacrymogènes, des balles en caoutchouc et des bombes assourdissantes. [Trois manifestants ont été blessés et plusieurs](#) autres ont été asphyxiés.

[CPI](#)

[Maaleh à l'ouest de Ramallah](#),

17-04

[Quatre Israéliens ont été blessés](#) à proximité de la colonie juive de Naaleh, dans une fusillade déclenchée par la groupe de résistants des Brigades martyrs d'Al Aksa en réponse au meurtre de l'un des leurs à proximité de la colonie illégale de Maaleh, . "L'un des blessés est sérieusement atteint.on ne sait pas si il s'agit d'habitants de Maaleh ou des soldats..

(Reuters)

4-2 La Palestine en chiffre (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000)

Civils & résistants tués	: 5.180
Palestiniens blessés	: 50.616
Internationaux blessés	: 175 (chiffre tout a fait minimal)
(balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	
Arrêtés :	: 47.065
En prison :	:11.800
Pacifistes en prison ou arrêtés	: 92
Autres actes	

Journalistes tués	: 9
Journalistes blessés	: ? + 32
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies	: 66.275
2-2 Occupants:	
Israéliens tués	: 1.112 (343 militaires/policiers)
Israéliens blessés	: 6.145 (295 militaires/policiers)

Les chiffres indiqués sont **vérifiés par le recoupement** des chiffres des pertes communiqués par la résistance & les médias occidentaux & XINHUANET (Chine)

14-04

L'Organisation de la Libération de la Palestine (OLP) a révélé que les Forces d'Occupation Israélienne (FOI) avaient tué 900 enfants et blessé plus de 1600 autres, dont 750 handicapés, depuis l'éclatement de l'Intifada d'Al-Aqsa.

Il a ajouté qu'il y a eu un total de 6.000 enfants emprisonnés qui souffrent des maladies psychologiques à cause de la torture et de la négligence médicale de la part des autorités des prisons israéliennes.

Il a appelé la communauté internationale à agir pour protéger les enfants palestiniens.

WAFA

5 Médias/Vidéos

13-04

Les forces de l'occupation israélienne ont interpellé, trois journalistes en Cisjordanie dont un photographe de la chaîne satellitaire arabe d'Al-Jazira et un autre de l'agence Reuters.

Ils ont été arrêtés pendant qu'ils couvraient une manifestation pacifique contre le mur discriminatoire de séparation dans le village de Bal'in, à proximité de la ville de Ramallah en Cisjordanie.

A cette manifestation, des Palestiniens et des solidaires étrangers avec la cause palestinienne ont participé.

Les forces de l'occupation israélienne ont maté cette manifestation de façon très musclée en tirant des bombes lacrymogènes, des balles en caoutchouc et des bombes assourdissantes.

Notons que cette manifestation s'organise toutes les semaines.

Et une fois, les manifestants ont essayé de détruire la partie du mur qui passe dans cette zone.

CPI

6 Les brèves

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Marc

6-1 10% des enfants palestiniens souffrent de malnutrition.

Environ 10% des enfants palestiniens souffrent des effets permanents de la malnutrition qui résulte de la pauvreté très répandue dans les territoires palestiniens, selon l'étude du Bureau central palestinien des statistiques.

Les résultats de cette enquête se fondent sur des observations faites en novembre et décembre auprès de 13.238 habitants de Cisjordanie et de Gaza. Selon l'enquête, 13,2% des enfants de Gaza souffrent de problèmes de croissance, contre 7,9% en Cisjordanie.

La cause fondamentale de cette malnutrition est la pauvreté, confirme Khaled Abou Khaled, qui a dirigé l'étude, précisant que les chiffres ont encore augmenté ces deux dernières années.

D'autres études ont montré qu'une année de sanctions financières internationales après la victoire du Hamas aux élections a renforcé la pauvreté du peuple palestinien.

L'un des effets évidents de la malnutrition est une perturbation de la croissance des enfants. Les cas de croissance entravée ont ainsi augmenté d'environ 3% en deux ans, a-t-il conclu.

Nb : Les enfants de moins de cinq ans représentent 17% de la population palestinienne des territoires et 46% ont moins de 15 ans.

Source : AP -12-04

6-2 Adwan : la contradiction de l'occident envers les questions arabes.

Le docteur Atef Adwan, député dans le conseil législatif palestinien, ministre des affaires des réfugiés, a appelé le gouvernement hollandais à revoir ses attitudes et sa politique en général envers la question palestinienne, notamment sa politique envers le gouvernement palestinien.

Cela a eu lieu lors d'une déclaration de presse du Dr. Adwan, dont le Centre Palestinien d'Information a reçu une copie, lorsqu'il a commenté la décision du gouvernement hollandais qui a refusé d'offrir un visa au premier ministre Ismaeil Haniyeh, après l'invitation du club de l'association palestinienne des droits de l'homme et de solidarité afin qu'il participe au cinquième congrès qui va se tenir en mai prochain.

Adwan a qualifié cette décision du gouvernement hollandais d'inacceptable et a dit qu'elle correspond aux désirs et politiques de l'occupant sioniste et aux pressions américaines.

Il a précisé que le monde entier connaît, maintenant, que ses politiques vont en contradiction avec le minimum des droits de l'homme palestinien, qui est tué, éloigné, dont les biens sont confisqués et dont les infrastructures sont détruites par l'occupation israélienne, au moment où ces pays prétendent la civilisation, la modernité, et la protection des droits de l'homme.

Il a aussi considéré que cette position hollandaise se joint aux crimes et agressions des autorités occupantes, chose qui confirme que l'occident vit des contradictions en ce qui concerne les questions arabes, notamment la question palestinienne.

Il a appelé au nom du bloc du "changement et de la réforme", allié au mouvement du Hamas, le gouvernement hollandais en particulier et l'Europe en général à réviser leur politique envers le gouvernement palestinien, tout en s'engageant avec les orientations et directives des lois et droits de l'homme.

17-04 CPI

6-3 Barhoum : l'accalmie avec l'occupant sioniste est une perte de temps.

Le Hamas a considéré que la discussion avec l'occupant sioniste sur une telle accalmie n'est qu'une perte de temps, et qu'elle doit être conditionnée par l'arrêt de ses agressions et ses crimes contre le peuple palestinien. Faouzi Barhoum, porte-parole du mouvement, a dit : l'accalmie avec l'occupant n'est plus acceptable du moment qu'il continue toujours ses crimes dans les villes de Cisjordanie et de la bande de Gaza.

Barhoum a souligné que suite à l'accalmie déclarée entre les factions de la résistance et l'occupant le 26 septembre précédent, et qui stipule l'arrêt des roquettes et l'arrêt des crimes israéliens en même temps, l'occupant n'a pas accepté ses conditions et a continué ses crimes et ses assassinats contre les fils du peuple palestinien.

Barhoum a souligné que "la résistance est un droit légitime tant que l'occupation existe et tue les innocents, emprisonne des dizaines de Palestiniens, et ne respecte plus les lois et les conventions internationales". Il a ajouté qu'il n'y a pas d'autre choix avec cet ennemi autre que la force, afin de réaliser un certain équilibre qui le pousse à arrêter ses crimes.

Barhoum a considéré que le plan sécuritaire proposé par le ministre de l'intérieur n'est pas dirigé contre la résistance palestinienne. Ce plan vise à mettre fin à l'anarchie et au désordre sécuritaire interne. Le ministre ne demandera pas l'arrêt des roquettes tant que l'occupant ne cessera pas ses agressions.

Enfin, le porte-parole du mouvement Hamas s'est demandé : "comment pourrait-on stopper les agressions de l'occupant contre Al-Quds et nos familles en Cisjordanie, ainsi que les bombardements et destructions, et qui pourrait défendre ce peuple si la résistance ne fait pas son devoir en ripostant à cet occupant ?".

19-04 CPI

6-4 Redhwan : Hamas soutient le plan de sécurité qui vise à mettre fin à l'anarchie.

Le mouvement de la résistance islamique (Hamas) a affirmé, la nuit dernière, son soutien total au plan de sécurité du gouvernement palestinien, pour instaurer la sécurité dans la scène palestinienne.

Le porte-parole du mouvement du Hamas, Dr. Ismaïl Redhwan, a dit lors d'une déclaration de presse que le mouvement du Hamas va soutenir les efforts du gouvernement palestinien et du ministère de l'intérieur qui visent à mettre fin à l'anarchie dans la scène palestinienne à condition de respecter l'arme de la résistance palestinienne qui est dirigée vers l'occupation israélienne uniquement.

Redhwan a montré que le plan comporte deux parties : la première présente un plan rapide et urgent pendant 100 jours seulement, alors que la deuxième phase est très longue car elle va créer un conseil de sécurité nationale en unifiant tous les services de sécurité.

Le plan sécuritaire vise à protéger les citoyens et leurs propriétés ainsi que l'instauration de la loi.

16-04- CPI

6-5 Hamas : les rencontres d'Abbas avec Olmert sont absurdes et non rentables pour le peuple palestinien.

Le mouvement de la résistance islamique (Hamas) a critiqué la rencontre prévue, entre le président de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas et le premier ministre israélien, Ehud Olmert dans sa maison à al Quds occupée, en qualifiant ces rencontres d'absurdes et non rentables pour le peuple palestinien.

Le porte-parole du mouvement du Hamas, Ismaïl Redhwan, a dit que le Hamas critique ces rencontres qui viennent dans le cadre de presser contre le côté palestinien afin qu'il donne plus de concessions et garantisse la sécurité à l'ennemi israélien.

Redhwan a appelé à l'arrêt de ces rencontres avec l'ennemi israélien en qualifiant cela d'absurdes et n'apportent rien aux palestiniens.

Il a également averti des tentatives israéliennes qui essayent de tromper le monde en se montrant favorable à la paix alors qu'en réalité, l'autorité occupante pratique toute chose opposante à la paix, en déclarant que l'ennemi israélien ne comprend que la langue de la résistance et la force.

Il a appelé à l'union des efforts pour faire face à l'occupation israélienne qui menace la bande de Gaza, en poursuivant ses attaques contre la Cisjordanie, visant la mosquée d'al-Aqsa et continuant la construction du mur d'apartheid sur les terres palestiniennes.

Redhwan a affirmé que le Hamas s'attache aux principes palestiniens en appelant la présidence, le gouvernement et toutes les factions palestiniennes à s'attacher aux constantes palestiniennes et refuser les conditions de l'occupation.

CPI

15-04

6-6 Le financement de l'Autorité palestinienne au centre des discussions du Secrétaire général avec la représentante de l'Union européenne.

Dans la perspective de la prochaine réunion du Quatuor, la Commissaire européenne pour les relations extérieures, Benita Ferrero-Waldner, a eu aujourd'hui un entretien avec le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, qui a porté en particulier sur le financement de l'Autorité palestinienne.

L'initiative de paix de la Ligue des Etats arabes et l'instauration de réunions [bi-mensuelles] entre Ehud Olmert et Mahmoud Abbas ont vraiment donné un nouvel élan au processus de paix, a-t-elle jugé lors d'une [conférence de presse](#) (vidéo) à New York.

Benita Ferrero-Waldner a indiqué que « l'UE soutiendra le nouveau gouvernement d'unité nationale » qui regroupe le Fatah, hérité de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), et le mouvement islamiste du Hamas, « en fonction de son engagement envers les trois principes du Quatuor » que sont la reconnaissance d'Israël, la renonciation à la violence et le respect des engagements antérieurs de l'Autorité palestinienne (AP).

La Commissaire a abordé avec Ban Ki-moon sa rencontre à Bruxelles avec le ministre des finances du gouvernement d'unité nationale, Salam Fayad.

« Pour la première fois, nous avons pu rencontrer un membre de ce gouvernement, dans le cadre des principes du Quatuor, qui considère que la paix doit être réalisée par des moyens pacifiques », a-t-elle expliqué.

« Nous avons convenu d'ouvrir la voie à une assistance technique au ministre des Finances afin qu'il soit en mesure de recevoir l'aide internationale », a dit Benita Ferrero-Waldner.

« Le ministre a indiqué que les Palestiniens avaient besoin en tout de 1,3 milliard de dollars. Les pays arabes ont fait de grandes promesses mais ne les ont pas encore mises en oeuvre, Israël retient encore près de 700 millions de dollars de frais de douanes revenant à l'Autorité palestinienne, et l'AP ne s'attend donc pas à ce que l'intégralité de cette aide provienne de l'UE », a-t-elle expliqué.

« Nous ne laisserons pas tomber les Palestiniens », a dit Benita Ferrero-Waldner qui a précisé qu'en attendant le mécanisme temporaire d'assistance avait été prorogé pour trois mois ([dépêche](#) du 21.03.2007).

Cette dernière a aussi souligné la question de la circulation et de l'accès des biens et des personnes, y compris en finançant l'amélioration des points de passage de Karni et de Rafah entre Israël et les territoires palestiniens. Enfin, la Commissaire européenne a déclaré « appuyer pleinement les efforts du Secrétaire général pour poursuivre les réformes à l'ONU ».

« Il est dans notre intérêt d'avoir une ONU efficace, capable de relever les défis du XXIème siècle », a-t-elle ajouté.

Centre de nouvelles ONU

6-7 Affaires contentieuses contre des responsables sionistes qui ont commis des crimes de guerre.

Le centre juridique « Justice », pour la protection des droits de la minorité palestinienne dans les territoires occupés en 1948, ainsi que deux autres organisations juridiques palestiniennes ont présenté, des oppositions à la cour suprême militaire de l'occupation sioniste afin de demander au conseiller juridique et le procureur général militaire, de présenter en justice les responsables militaires accusés de " violations du droit international" et crimes de guerre durant les deux opérations militaires contre la bande de Gaza, notamment l'opération "arc en ciel" contre Rafah, et l'autre contre Jabalia appelée " jours de pénitence".

Les accusations a été présenté contre un nombre de responsables militaires et politiciens de l'occupant sioniste, comme le commandant de Gaza et le commandant de la région sud et chef d'état-major de l'armée israélienne ainsi que l'ancien ministre de la guerre, Chaoul Mofaz, et d'autres responsables dans l'armée israélienne et le gouvernement de l'occupant sioniste dirigé par Ariel Sharon.

Des dizaines de civils palestiniens dont au moins 17 jeunes ayant moins de 18 ans ont été assassinés froidement durant la première opération exécutée entre le 17 et 24 mai 2005, ainsi que 167 maisons qui abritaient au moins 379 familles et plus de 2066 personnes, ont été détruites.

La deuxième opération militaire a été exécutée contre le nord de Gaza en 2004, où des dizaines de civils ont été tués, dont 27 jeunes avaient moins de 18 ans, alors que 91 maisons ont été détruites et qui regroupaient 143 familles (675 palestiniens), en plus d'énormes dégâts.

Le centre de "justice" a dit que "ces violations sont des crimes de guerre sans aucun doute, en prenant en considération les décisions du tribunal international contre les crimes de guerre en Yougoslavie car les buts étaient des civils et la destruction intense injustifiée des maisons et d'autres infrastructures du peuple palestinien". Il a souligné également que "le motif de ces crimes et ces opérations n'était pas sécuritaire, mais selon les déclarations des responsables de l'armée et d'autres soldats israéliens que l'armée de l'occupation a commis des actes de vengeance et l'élargissement des opérations sur l'axe « Salah Eddine », au sud de Gaza en détruisant un grand nombre de maisons adjacente à cet axe opérationnel".

Nasséra -15-04 CPI

6-8 L'attaque israélienne contre Salah et Bechara est une politique qui vise l'identité palestinienne.

Le porte-parole du mouvement de la résistance islamique (Hamas) Fawzi Barhoum, a accusé les autorités de l'occupation israélienne d'essayer d'effacer l'identité palestinienne dans les territoires palestiniens occupés en 1948 à travers l'exécution des attaques contre ses leaders ainsi que les actifs arabes.

Il a ajouté que les attaques contre Cheikh Raed Salah, le président du mouvement islamique dans les territoires palestiniens occupés en 1948, et contre Dr. Azmi Bechara, le député arabe dans la Knesset israélienne, viennent dans le cadre de l'attaque et des pratiques israéliennes visant les leaders qui représentent l'identité palestinienne dans les territoires occupés en 1948. Barhoum a également dit, lors de sa rencontre organisée par le centre de la Palestine pour les études et les recherches en solidarité avec Dr. Azmi Bechara, que l'attaque barbare de l'occupation israélienne contre le territoire, le peuple palestinien dont la campagne contre les leaders palestiniens dans les territoires palestiniens occupés en 1948 vient dans le cadre des pratiques des autorités de l'occupation israélienne qui confisquent les droits politiques et civils des citoyens arabes. Barhoum a dit que tous les participants à cette rencontre ont confirmé la civilisation du peuple palestinien en soutenant ses leaders et en appuyant tous les efforts qui renforcent les palestiniens dans les territoires palestiniens occupés en 1948 dans le but de sauvegarder leur identité palestinienne.

Il a appelé à démasquer les pratiques de l'occupation israélienne contre le peuple palestinien et ses leaders dans les territoires occupés en 1948.

CPI 16-04

6-9 Pas de normalisation avec Israël sans paix, insiste Moubarak Hosni .

Moubarak a jugé impossible la normalisation des relations entre Israël et les pays arabes sans l'instauration préalable d'une paix durable.

"Nous avons des peuples qui vont nous tenir responsables et comptables, nos peuples ne sont pas endormis. Si les peuples de la région voient qu'il y a une normalisation alors qu'il y a encore des territoires qui sont occupés, là nous aurons vraiment de très graves problèmes", a jugé le président égyptien à l'issue d'un entretien à l'Élysée avec [Jacques Chirac](#).

"Je pense qu'il ne sera pas possible de normaliser les relations avant que la paix ne s'instaure entre les pays arabes et Israël", a-t-il affirmé.

L'Etat hébreu étudie la possibilité de participer, sous l'égide des [Etats-Unis](#), à des discussions avec un groupe de travail de la Ligue arabe en vue de parvenir à un accord d'échange de territoires contre la paix.

Cette initiative "territoires contre paix", réactivée au sommet arabe de Riyad, offre une normalisation des relations israélo-arabes en échange d'un retrait de tous les territoires conquis par Tsahal lors de la guerre de 1967, de la création d'un Etat palestinien et d'"un règlement équitable" de la question des réfugiés [palestiniens](#).

Outre le processus de paix israélo-palestinien, [Jacques Chirac](#) et Hosni Moubarak ont évoqué le [Liban](#), l'Irak et l'Iran.

Invitant le président français à se rendre au Caire, le raïs a estimé qu'il serait "très difficile" que la politique française au Proche et [Moyen-Orient](#) change sous le successeur de [Jacques Chirac](#).

(Reuters) -

16-04

7 Dossier

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

7-1 Le sommet de Riyad peut-il débloquent le conflit israélo-palestinien ?

débat avec Jean-François Legrain, chercheur au CNRS, au sein du groupe de recherches et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient, Le Monde - vendredi 6 avril, à 15 h .

L'initiative de paix arabe est un événement important pour la diplomatie de l'Arabie saoudite, en quête d'un statut régional renouvelé. On a remarqué, depuis plusieurs mois, une présence active de sa diplomatie sur de nombreux dossiers chauds de la région : le conflit israélo-palestinien avec les accords de La Mecque, qui ont consacré la réconciliation entre le Hamas et le Fatah, et qui a débouché sur le gouvernement d'union nationale palestinien, mais aussi le Liban, l'Irak et les ambitions nucléaires iraniennes.

Cet activisme diplomatique saoudien doit être replacé bien au-delà du conflit israélo-arabe dans les équilibres régionaux, et témoigne de la crainte saoudienne face à la montée d'une implication iranienne dans les affaires arabes. Le fait que cette initiative soit importante pour les Saoudiens ne signifie pas qu'elle soit à même d'apporter une solution au conflit israélo-palestinien.

Il est à craindre, en effet, que les réponses positives apportées à cette initiative tant de la part de la communauté internationale que d'Israël ne soient que la cosmétique visant à masquer l'absence d'engagement réel à trouver une pareille solution.

Le plan de paix proposé au sommet de Riyad est-il le même que celui qui avait été proposé en 2002 à Beyrouth ? Israël a-t-il refusé une main tendue de la part des pays arabes ?

Le plan proposé en 2007 est l'exacte reproduction de celui de 2002. Il s'agit pour la Ligue arabe de réaffirmer son engagement pour une paix juste et globale en maintenant que la paix passe par la création d'un Etat palestinien indépendant et souverain sur l'ensemble des territoires occupés en 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, et par une solution équitable et agréée du problème des réfugiés.

La réponse d'Israël, dans un premier temps, a été un rejet complet de cette initiative, considérant qu'il s'agissait d'un diktat. Dans un deuxième temps, vraisemblablement sous pression américaine, le premier ministre israélien a répondu en considérant que certains points positifs pouvaient être relevés dans cette initiative et qu'il répondrait favorablement à une invitation à tenir une rencontre avec le roi Abdallah et les leaders "modérés" arabes.

On peut considérer que cette réponse vise à contourner l'objet même de l'initiative arabe dans une volonté de ne pas apparaître comme celui qui aurait refusé la main tendue. L'initiative arabe, en effet, n'est que la légalité internationale à laquelle les Etats arabes depuis 2002 ont affirmé se soumettre. On ne négocie pas la légalité internationale mais éventuellement seulement ses modes de mise en œuvre. Or, pour Israël, il s'agit de négocier la légalité elle-même puisque le premier ministre a clairement dit qu'il refusait une partie de cette légalité, à savoir le droit des réfugiés au retour et l'évacuation de l'ensemble des territoires occupés en 1967.

Le gouvernement israélien annonce vouloir poursuivre des discussions avec un axe arabe modéré.

L'Egypte, la Jordanie et l'Arabie saoudite détiennent-elles seules les clés de la paix au Proche-Orient ?

Qu'est-ce qu'un leader arabe modéré ?

Un leader arabe "modéré", dans la plupart des cas où ce terme est utilisé, n'est qu'un leader arabe se soumettant au diktat soit d'Israël, soit des Etats-Unis, soit de la communauté internationale. La notion de "modération" comme celle de "terrorisme" est une notion éminemment idéologique dans la plupart des cas.

La solution au conflit israélo-palestinien n'est pas, sans aucun doute, dans les seules mains des acteurs régionaux, mais avant tout le fruit d'une volonté de la communauté internationale de mettre en œuvre ses propres résolutions et de prendre tous les moyens pour y parvenir, donc à en payer le prix. Un prix que jusque-là elle s'est refusée à payer.

Il faut par exemple se souvenir que la résolution 194 de 1948 qui mentionne entre autres le droit des réfugiés palestiniens au retour ou à des compensations figurait parmi les résolutions qu'Israël s'était engagé à reconnaître. Un engagement en échange duquel Israël est devenu membre des Nations unies. Or Israël, une fois devenu membre de l'ONU, s'est toujours refusé à répondre à cette exigence. Une exigence qui a été répétée plusieurs centaines de fois et est toujours demeurée sans réponse positive.

La position de l'Arabie saoudite sur Israël semble avoir évolué depuis quelques années. Est-ce bien le cas ? Quelles en sont, selon vous, les raisons ?

Le texte de 2007 n'est en rien nouveau mais ne fait que reproduire celui de 2002, qui lui-même formalisait des positions antérieures qui avaient été esquissées par celui qui, à l'époque, n'était encore que le prince héritier Abdallah. L'évolution de l'ensemble des pays arabes n'a pas eu lieu cette année mais bien avant, et a été exprimée en 2002.

Il faut se souvenir que lors des sommets arabes de la fin des années 1960, nous partions d'un refus du droit d'Israël à l'existence et du refus de toutes négociations, le principe d'une destruction d'Israël étant alors le mot d'ordre de l'ensemble du monde arabe. L'évolution a donc eu lieu tout au long des années 1970 et 1980, dans une prise en compte de la réalité des rapports de forces.

Quelles sont les relations entre Riyad et le Hamas d'une part et Riyad et le Fatah d'autre part ?

Lors du sommet de La Mecque en février dernier, l'Arabie saoudite a mis à profit ses relations anciennes avec le Fatah comme avec le Hamas pour parvenir à leur réconciliation. Les relations avec le Fatah étaient en fait avec l'Autorité palestinienne, dont le Fatah était la principale force. A la différence des relations avec le Hamas, qui n'était qu'une force politique d'opposition.

Mais les relations entre l'Arabie saoudite et le Hamas étaient anciennes, de nombreuses fondations privées comme, semble-t-il, publiques ayant depuis longtemps financé des activités associatives et caritatives de Hamas. Le renforcement des relations entre l'Arabie saoudite et le Hamas doit être lu dans le contexte général de cette crainte de voir l'Iran s'ingérer de plus en plus fortement dans les affaires arabes. Face au boycott financier international mis en place après la constitution du gouvernement Hamas en mars 2006, les Palestiniens s'étaient tournés vers l'Iran pour pallier l'absence de financement, demande à laquelle l'Iran avait répondu positivement. Le Hamas n'est pas devenu pour autant une marionnette de l'Iran ; mais l'Arabie saoudite, et les Arabes d'une façon générale, ont vu d'un très mauvais œil cette nouvelle intervention de l'Iran dans ce qu'ils considèrent être leur pré carré.

Un gouvernement palestinien de coalition est-il susceptible de favoriser la reprise des discussions de paix ?

La reprise des négociations entre Palestiniens et Israël n'est pas du ressort des Palestiniens, qui la réclament depuis plus de sept ans maintenant. Or, depuis l'arrivée au pouvoir d'Ariel Sharon, aucune négociation sur le fond n'a été engagée du fait du refus israélien et du désengagement des Etats-Unis de la question. Par ailleurs la négociation n'est en aucun cas du ressort de l'autorité palestinienne d'autonomie.

Conformément aux accords d'Oslo (en 1993), en effet, le cabinet n'est chargé que des affaires de l'autonomie en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, et l'Autorité palestinienne d'autonomie est privée de toute capacité diplomatique. Seule l'OLP, en tant que représentant légitime des Palestiniens reconnus comme tel par Israël en 1993 et par la communauté internationale depuis les années 1970, a en effet la capacité de négocier au nom de l'ensemble des Palestiniens et de signer des accords internationaux.

Lors de l'accord de La Mecque, à la base de la constitution d'union nationale actuelle, le Hamas et le Fatah se sont engagés, comme les autres membres de l'OLP, à réformer l'ensemble de ses institutions afin de les redynamiser. C'est là la priorité qui devrait être celle des Palestiniens dans la perspective d'avoir à trouver le consensus le plus large possible qui permettra d'engager la parole des Palestiniens dans une négociation sur le statut définitif de la Palestine.

La situation des Etats-Unis en Irak les rend-elle vulnérables à des pressions de l'Arabie saoudite ?

Les difficultés rencontrées par les Etats-Unis en Irak ont, à n'en pas douter, influé sur l'attitude qu'ils ont adoptée face à l'initiative arabe. Une initiative qui existait déjà depuis cinq ans et à laquelle les Etats-Unis, comme la communauté internationale et Israël, n'avaient prêté aucune attention.

Les Etats-Unis ont leurs difficultés en Irak, leur relations conflictuelles avec l'Iran et ont besoin d'une avancée ne serait-ce que symbolique sur le dossier israélo-palestinien. Mais il est à craindre que cette avancée ne soit que symbolique et que le changement d'attitude des Etats-Unis face à cette initiative arabe ne traduise en rien un changement sur le fond, à savoir un quasi-alignement sur l'unilatéralisme israélien.

Qui mène le jeu à trois entre Riyad, Tel-Aviv et Washington ?

Les initiatives diplomatiques saoudiennes actuelles traduisent, à n'en pas douter, une certaine prise d'indépendance vis-à-vis des Etats-Unis et de leur politique dans la région. En convoquant le sommet arabo-palestinien de La Mecque en mars dernier, l'Arabie saoudite a conféré une importance au Hamas à laquelle les Etats-Unis n'étaient pas prêts à souscrire.

Lors du discours d'ouverture du sommet de Riyad, l'Arabie saoudite n'a pas hésité à mentionner les occupations étrangères illégales de l'Irak. Au début de cette année, l'Arabie n'a pas non plus hésité à recevoir le conseiller à la sécurité nationale iranien pour aborder avec lui la relation entre l'Iran et le Liban.

L'ensemble de ces initiatives montre que l'Arabie saoudite, depuis l'arrivée au pouvoir du roi Abdallah, est décidée à prendre une certaine indépendance vis-à-vis de son tuteur américain, son image de fidèle ami des Américains dans la région risquant de lui coûter de plus en plus cher face à une opinion publique arabe de plus en plus anti-américaine.

Comment interpréter la controverse autour de la visite de Nancy Pelosi à Damas ? Est-ce la fin de la mise à l'écart de la Syrie ?

La Syrie, comme les autres Etats arabes, a apporté son soutien à la déclaration finale appelant à la réactivation de l'initiative de paix arabe adoptée en mars 2002. La visite de la présidente de la Chambre des représentants américains peut être lue comme un intérêt manifesté vis-à-vis de cet engagement arabe. Un intérêt qui n'a pas été manifesté par le président Bush.

L'offre arabe de paix illustre-t-elle la fragilité politique des pays arabes ? Comment voyez-vous l'avenir du conflit israélo-palestinien ?

L'initiative arabe de paix traduit un consensus qui aura mis beaucoup de temps à se construire. Elle peut donc être considérée comme une manifestation d'une certaine force du monde arabe. Le paradoxe concernant le conflit israélo-palestinien réside dans le fait que tout le monde connaît les grandes lignes de sa solution mais que personne, faute de volonté, n'est décidé à mettre les moyens pour les réaliser.

La légalité internationale est sans aucun doute la moins mauvaise solution, et c'est à elle qu'il faut retourner. Et non pas se contenter de la feuille de route adoptée en 2003 par le Quartet (Etats-Unis, ONU, UE, Russie), qui

constitue le refrain diplomatique de ces dernières années, et n'est qu'un alibi visant à surseoir à la mise en œuvre de la légalité internationale.

Chat modéré par Gaïdz Minassian et Anne-Gaëlle Rico

7-2 Le Hamas refuse toute ingérence américaine dans les affaires palestiniennes.

Le Hamas a critiqué le plan US de Daïton qui soutient les gardes présidentiels palestiniens. Il a averti contre ce plan visant à semer le désaccord dans la scène palestinienne.

Le docteur Ismaël Ridwan, porte-parole du mouvement de la résistance islamique Hamas, a confirmé que le soutien de l'administration américaine à un parti palestinien contre un autre ne vise qu'à semer la zizanie parmi les Palestiniens au service des intérêts israéliens.

Encore une fois, le mouvement refuse toute intervention américaine dans l'affaire palestinienne intérieure visant à mettre le feu dans la région pour un retour de l'anarchie et des conflits intérieurs. Il appelle tout le monde à refuser tout argent payé contre un prix politique et contre l'unité du peuple palestinien.

En effet, Ridwan a provoqué ce sujet en répondant aux propos rapportés par les médias concernant le plan de Daïton, conseiller sécuritaire du ministère américain des affaires étrangères. En fait, ce plan ne vise qu'à soutenir la capacité sécuritaire et militaire du président de l'autorité palestinienne Mahmoud Abbas et surtout soutenir Mohammed Dahlan, député représentant le mouvement du Fatah.

Les 60 millions de dollars offerts par l'administration américaine doivent être dépensés pour payer les salaires en retard des fonctionnaires palestiniens et pour venir aux besoins humanitaires du peuple palestinien. Il ajoute qu'il faut surtout donner la priorité à la levée du siège économique et politique imposé sur notre peuple palestinien.

Ridwan a averti contre toute concertation avec l'ennemi sioniste visant à briser la résistance palestinienne qui reste une ligne rouge intouchable. Il a aussi averti contre les plans sionistes destinés à encercler la résistance palestinienne. Il a aussi insisté sur la nécessité de l'unité de tous les résistants palestiniens, de toutes tendances, face à toute concertation avec les Israéliens qui ne fera qu'exploser la scène palestinienne.

Le mouvement de la résistance islamique Hamas refuse toute ingérence américaine de la part de l'administration américaine. Ce refus reste l'unique moyen pour préserver notre unité, notre force, pour renforcer le front intérieur, souligne Ridwan.

Et en ce qui concerne les propos parlant de l'entraînement de milliers de membres du mouvement du Fatah dans certains pays arabes, Ridwan a affirmé que son mouvement du Hamas n'a pas pris connaissance de ces informations. Toutefois, si cela a pour but de renforcer la sécurité du pays, le Hamas le considère comme une bonne chose. Mais si cela est pour renforcer un parti contre un autre ou pour semer le désaccord, il faut considérer l'affaire comme dangereuse, toujours selon Ridwan.

Selon le journal hébreu Haartis, les autorités de l'occupation israélienne ont donné leur accord, durant une rencontre entre le premier ministre israélien Olmert et le président de l'autorité palestinienne Mahmoud Abbas, à ce plan proposé par le coordinateur américain Daïton qui veut entraîner les gardes présidentiels d'Abbas.

Le budget de ce plan s'élève à 59 millions de dollars. Le général Daïton a pu ramasser cette somme dans le Congrès américain pour mettre son plan en application. Le plan vise à offrir des armes et des munitions, ainsi que de l'argent à ces gardes présidentiels.

Quant au journal Haartis, il a ajouté à ces informations le fait que le vice-ministre israélien de la guerre Sanih avait négocié avec le général américain Daïton, durant ces dernières semaines.

Enfin, Sanih croit que le plan destiné à soutenir Abbas par des armes et par des munitions ne constitue pas un danger sur la sécurité de l'Entité sioniste. Pour lui, armer ces forces constitue un soutien à une tendance modérée de la scène palestinienne ; c'est une contrepartie à la montée des mouvements du Hamas et du Djihad islamique, toujours selon lui.

Source : CPI

7-3 Point de vue de Michel Warschawski : L'affaire Bishara.

Les médias israéliens publient nombre d'articles, d'interviews et de comptes rendus à propos de « l'affaire Bishara ». Aucun cependant ne permet aux lecteurs de savoir ce qu'il en est vraiment, et les rumeurs, les suppositions et les fuites depuis les officiels de la sécurité israélienne se substituent à la vérifiable information. Au moins, une chose est limpide comme le cristal : le jeune et charismatique leader palestinien et membre de la Knesset pour l'Alliance démocratique nationale (le Balad), est la cible d'une campagne orchestrée de délégitimation qui pourrait conduire à l'inculper de... de quoi ? La plupart des journalistes affirment que Bishara est trop frondeur pour agir hors des limites de la loi et que durant toutes ces années il a pris soin de ne pas mordre la ligne. Si le dirigeant du Balad n'a commis aucun acte illégal, alors la seule chose qui demeure, ce sont ses opinions politiques. Aujourd'hui, Azmi Bishara est pris à partie pour sa forte opposition à la guerre contre le Liban et son soutien public à la résistance nationale libanaise, Hezbollah inclus.

Aucun doute, Azmi Bishara est l'un des meilleurs produits de la nouvelle génération de dirigeants politiques de la minorité palestinienne d'Israël. Une génération qui exige ses droits civils et refuse de les mendier ; une génération qui prend la définition que se donne Israël, d'Etat démocratique, très au sérieux. « Israël doit être l'Etat de tous ses citoyens » est la principale exigence du Balad. Comme l'explique le journaliste B. Michael dans le Yediot Aharonot du 13 avril 2007 : « Les lecteurs avisés devraient essayer de chercher dans leur mémoire s'il existe une seule démocratie au monde qui ne soit pas "l'Etat de tous ses citoyens." [...] Quelqu'un qui parle d'un Etat qui n'est pas l'Etat de tous ses citoyens, c'est comme s'il disait d'une mère qu'elle n'est pas la mère de tous ses enfants. [...] Un Etat pour tous ses citoyens est tout simplement une tautologie. » Cette évidence pourtant n'est pas partagée par la majorité des faiseurs de l'opinion publique israélienne. Dans le même numéro du Yediot Aharonot, l'éminent analyste politique, Alex Fishman, écrit : « Déjà en 1996, Bishara évoquait "un Etat pour tous ses citoyens". C'est en fait un nom de code pour la devise idéologique du courant radical chez les Arabes israéliens depuis les années 50. » Le crime d'Azmi Bishara est en réalité d'exiger que les institutions, les structures, les lois, les règlements, les pratiques et l'idéologie officielle de l'Etat d'Israël soient à la mesure de la définition qu'il donne lui-même d'Etat démocratique. La campagne hystérique contre Bishara confirme que l'Etat israélien est bien loin d'être un Etat démocratique, même si, à la différence de l'Afrique du Sud de l'apartheid, il est reconnu des droits civiques à la minorité palestinienne.

La dimension tautologique d'un Etat démocratique pour tous ses citoyens est si évidente qu'après le Balad, le Parti communiste israélien et le parti Meretz, si oniste de gauche, se sont sentis obligés il y a plusieurs années d'ajouter à leur programme « Israël est l'Etat de tous ses citoyens ». En réalité, ce que le Balad proclame (et avant lui, le groupe antisioniste Matzpen), et pour lequel il est attaqué, est aussi simple que cela : aussi longtemps qu'un Etat ne se considère pas comme l'Etat de tous ses citoyens et n'agit pas en conséquence, il n'est pas une démocratie, même si tous les citoyens participent au processus électoral.

Si Israël n'est pas un Etat pour tous ses citoyens, qu'est-ce que c'est ? Nul besoin d'une analyse universitaire pour définir le véritable caractère de l'Etat d'Israël ; sa propre définition (dans la Déclaration d'Indépendance par exemple) nous fournit la réponse : Israël est l'Etat du peuple juif (de tous les Juifs du monde). Une telle définition a une double implication : pendant qu'un Juif de Brooklyn possède, en tant que Juif, « une part » dans l'Etat, le citoyen palestinien de Tarshiha en Galilée n'est rien de plus qu'un habitant, une sorte d'immigré dans son propre pays. C'est exagéré ? pas du tout. Quel pays démocratique a eu autant de lois (toutes rejetées jusqu'à maintenant) proposant de refuser la citoyenneté pour telle ou telle raison à ses citoyens qui ne sont pas de la majorité ethnique ? Quel pays (même non démocratique) en dehors d'Israël nie le droit de ses citoyens à la réunification familiale, époux et épouse ensemble, s'ils ne sont pas Juifs, et de fait les oblige de par sa loi à émigrer s'ils tiennent à vivre comme une famille ? La « citoyenneté » de la population israélienne non juive n'est pas un droit fondamental qui résulte du fait d'être citoyen, elle est « attribuée » par le souverain (juif), et par conséquent elle est soumise à appréciation, elle est précaire et conditionnelle. En tant qu' « Etat juif démocratique », le souverain en Israël, ce ne sont pas les citoyens, mais « les personnes juives ». L'exigence démocratique, basique, évidente, tautologique, pour un Etat israélien comme Etat de tous ses citoyens, est en réalité l'exigence que le souverain soit la collectivité de tous ses citoyens et non pas un groupe ethnique spécifique.

En ce sens, la définition d'Israël par les érudits israéliens, Oren Yiftachel et Yoav Peled, comme une ethnocratie, et non une démocratie, est extrêmement pertinente.

Le député Azmi Bishara est pris à partie aujourd'hui pour sa remise en cause du caractère non démocratique d'Israël en tant qu'Etat ethnique, avec tout son talent et sa sensibilité démocratique forte, et pour avoir obligé les faux libéraux israéliens à se regarder dans un miroir - un miroir qui ne ment pas et montre le visage déformé des prétentions démocratiques israéliennes.

Cependant, l'affaire Bishara ne se limite pas à une attaque contre un brillant critique du régime israélien, il faut la placer dans un contexte plus large. Azmi Bishara n'est pas le premier à défier l'oxymoron « Etat juif démocratique », et certainement pas le plus extrémiste dans la critique. Par ailleurs, une telle critique était en vogue chez les érudits et intellectuels israéliens entre le milieu des années 80 et la fin des années 90. Cependant, nous ne sommes pas dans les années 80, mais en 2007, c'est ce qui fait la différence.

En octobre 2000, l'élite dominante en Israël a lancé une « contre information » radicale à propos de la place et des droits de l'ensemble des citoyens palestiniens d'Israël. Après deux ou trois décennies de libéralisation partielle du système israélien, et spécialement durant l'ère Rabin - après trois décennies d'une société quasi totalitaire - avec une réelle amélioration du statut de la minorité palestinienne, Ehud Barak, le plus raciste de tous les Premiers ministres israéliens, a décidé de mettre un coup d'arrêt à ce qui était perçu comme une érosion du « caractère juif » d'Israël.

Le meurtre de douze manifestants pacifiques palestiniens

La population palestinienne, pourtant, n'est pas retournée à sa place « naturelle » de minorité tolérée et elle a continué à lutter pour une véritable égalité : l'an dernier, plusieurs institutions palestiniennes représentatives ont publié un document de travail de 4 pages dans lequel sont formulées les exigences d'une égalité et d'une citoyenneté véritables, contestant de différentes manières la nature juive non démocratique de l'Etat. Dans une large mesure, la direction de la communauté palestinienne d'Israël ne veut pas comprendre le message de Barak et répond à son discours par le renforcement de ses exigences pour ses droits et pour l'égalité.

Après la publication de ce document, la direction des renseignements israéliens a présenté la population palestinienne dans son ensemble comme une « menace stratégique » pour Israël. En effet, c'était bien le retour au discours des années 50 et l'indication de ce que la Sécurité et l'establishment politique avaient à l'esprit.

Il ne faut pas se tromper : la campagne contre Azmi Bishara fait assurément partie d'une offensive beaucoup plus vaste, une offensive qui touche tous les citoyens palestiniens d'Israël sans exception. Ces dirigeants palestiniens qui ont choisi Azmi pour hurler avec les loups de l'establishment et des médias israéliens en accusant l' « extrémisme » de Bishara, qui critiquent publiquement son « rôle négatif en direction de l'opinion publique juive », espérant par ce moyen se sauver eux-mêmes des agressions à venir, se leurrent complètement. Ils refusent d'appréhender le contexte de la contre information globale, laquelle devrait aussi inquiéter tout Israélien.

Se regrouper derrière Azmi Bishara n'est pas seulement un devoir démocratique fondamental, c'est aussi la seule façon de protéger les libertés civiles en Israël et d'impulser une réaction populaire forte contre

[1] a été le signal par le sang que la partie était finie et que les citoyens palestiniens devaient se rappeler qu'ils n'étaient que tolérés par la majorité juive, et sans égalité avec le corps citoyen souverain. Ce massacre fut suivi d'une série de déclarations agressives graves et de menaces contre les députés palestiniens et, plus généralement, du retour de la vieille politique du poing de fer contre la population arabe toute entière et contre les acquis sociaux et politiques des deux dernières décennies.

Michel Warschawski –
PNN- 19-04

8 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

8-1 La mort du moudjahid Al-Rantissi.

18-04

Hamas : Nous vivons la troisième commémoration de l'assassinat du docteur Abdou Al-Aziz Al-Rantissi. Ce grand leader avait un poids non négligeable dans le chemin du djihad de notre peuple palestinien. Il avait une volonté de fer avec laquelle il a pu vaincre l'occupant, faire face à l'arrogance des bandits sionistes.

Les mots de la victoire qu'il répétait résonnent encore dans toutes les oreilles. Et cette victoire a commencé avec le retrait de l'occupation israélienne de la bande de Gaza où la résistance palestinienne a été victorieuse.

C'était la première phase de notre victoire. La deuxième était la victoire du mouvement résistant du Hamas dans les élections législatives pour protéger le projet de la résistance dans la salle du parlement palestinien. Cette victoire était un coup dur porté à tout complot intérieur ou extérieur tissé contre le peuple palestinien qui veut reprendre sa terre et tous ses droits par tous les moyens possibles.

Le sang, l'énergie

Le Hamas ajoute que le gouvernement de l'occupation avait cru qu'en assassinant des leaders du Hamas, il pourra étouffer l'Intifada et briser la résistance palestinienne. Mais le sang des leaders, tels ceux du grand chef Al-Rantissi, était et restera l'énergie dont les fils du mouvement ont besoin afin de repartir avec une volonté de fer vers la réalisation des objectifs du peuple palestinien et vers lesquels le mouvement du Hamas part.

Et pour réaliser ces objectifs, le mouvement du Hamas a beaucoup donné : des martyrs, des blessés, des captifs. Tout cela pour la libération de la Palestine, toute la Palestine.

Pour la mise en place de notre pays palestinien indépendant, avec Al-Quds (Jérusalem) comme capitale. Pour le retour des captifs de partout dans le monde vers leur terre, la terre de leurs ancêtres.

Pour la libération de tous les captifs afin que leur mère, leur père, leurs enfants et leurs amis puissent les voir.

CPI